

**N° 7128<sup>3</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2016-2017

---

## **PROJET DE LOI**

portant

1. **transposition des dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ayant trait aux obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et aux pouvoirs des autorités de contrôle;**
2. **mise en oeuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n° 1781/2006;**
3. **modification de:**
  - a) **la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;**
  - b) **la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;**
  - c) **la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;**
  - d) **la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;**
  - e) **la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;**
  - f) **la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;**
  - g) **la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;**
  - h) **la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;**
  - i) **la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;**
  - j) **la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit**

\* \* \*

## AVIS DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES

(14.9.2017)

Le présent Projet a pour objet de transposer en droit interne les dispositions de la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (ci-après la „Directive“).

L'Ordre des Experts-Comptables („OEC“) souscrit aux objectifs du Projet. Cependant, l'OEC n'entend pas commenter le contexte général et l'opportunité politique du Projet, mais limitera ses propos aux aspects ayant un intérêt particulier pour la profession d'expert-comptable.

Toutefois, lors de la préparation de cet avis, largement inspiré de celui rédigé par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises auquel l'OEC adhère en grande partie et qui a été adapté au besoin, l'OEC a remarqué que certaines dispositions de la Directive ne semblent pas avoir été transposées ou n'ont pas été transposées conformément au texte de la Directive par le projet.

Par exemple, l'expression „*autorité compétente*“ de la Directive a été transposée par „*autorité de contrôle et organisme d'autorégulation*“ à plusieurs endroits dans le Projet. Considérant l'article 13 paragraphe (4) de la Directive où le législateur européen fait une distinction claire entre „*autorité compétente*“ et „*organisme d'autorégulation*“ et considérant qu'en règle générale, par „*autorité compétente*“ est désignée une „*autorité gouvernementale*“ ou une autorité „*relevant de l'Etat*“, il en découle que ni l'OEC ni les autres associations professionnelles visées par le Projet n'entrent dans la définition „*d'autorité compétente*“ telle que mentionnée à la Directive.

Ici aussi, l'OEC limitera également ses propos aux dispositions ayant un intérêt particulier pour la profession d'expert-comptable. Cependant, l'OEC recommande aux rédacteurs du Projet de revoir le texte pour s'assurer que les dispositions du Projet sont conformes à celles de la Directive. Il serait regrettable que la réputation du Luxembourg soit mise à mal pour la non-transposition et/ou pour une transposition incorrecte d'une ou de plusieurs de ces dispositions sans oublier que certaines dispositions du Projet, en l'état, ne font pas de sens pour les „*organismes d'autorégulation*“.

Dans ce cadre, l'OEC présente ses observations comme suit:

\*

### A. REMARQUES GENERALES

Le législateur européen a opté pour une approche consistant à mettre en oeuvre une nouvelle directive et à abroger les précédentes. L'OEC regrette que les rédacteurs du Projet n'aient pas adopté cette approche et abrogé la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ci-après la „Loi LBC/FT“) pour proposer une loi ayant la même présentation que la Directive. Cela aurait eu pour avantage d'apporter de la clarté à la législation luxembourgeoise.

Les rédacteurs du Projet n'ont, semble-t-il, pas profité de cette occasion pour apporter des précisions sur diverses dispositions de l'actuelle Loi LBC/FT et de la Directive qui présentent des difficultés dans leur application pratique. Un tel exercice aurait pourtant été bénéfique pour les professionnels visés par la Loi LBC/FT en plus de contribuer à la qualité et l'harmonisation des pratiques.

De plus, la Directive comporte désormais une sous-section intitulée „Coopération nationale“ prévoyant, entre autres, une coordination à l'échelle nationale en ce qui concerne la définition et la mise en oeuvre de politiques et d'activités visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Dans ce contexte et cette optique, l'OEC regrette, en tant qu'organisme d'autorégulation directement concerné, de n'avoir d'aucune manière été associé ou consulté quant à la préparation des dispositions du Projet pour les questions qui le concernent ainsi que ses membres.

\*

## B. REMARQUES SPECIFIQUES

### 1. Article 2 point 3

L'article 2 point 3 du Projet propose l'insertion d'un nouvel article „3ter“ qui définit la notion de „groupe“.

L'OEC est d'avis que la référence à l'article 22 de la directive 2013/34/UE du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels et aux états financiers consolidés soit modifiée pour une référence à la législation luxembourgeoise qui a transposé a minima la directive 2013/34/UE pour plus de clarté et éviter au lecteur de la loi de devoir se référer à des textes européens déjà transposés en droit national.

### 2. Article 2 point 8 lettre b)

A l'article 2 point 8 lettre b) du Projet, les rédacteurs ont ajouté à la définition de la liste des „membres de la famille“ les frères et soeurs et ont également maintenu le terme „notamment“ au paragraphe 11 de l'article 1<sup>er</sup> de la Loi LBC/FT.

Ainsi formulé, le paragraphe 11 de l'article 1<sup>er</sup> de la Loi LBC/FT diverge significativement du texte de la Directive. Les dispositions de la Directive sont fondées sur la recommandation 12 du GAFI qui stipule que „les obligations applicables à tous les types de PPE devraient également s'appliquer aux membres de la famille de ces PPE.“

La recommandation précitée ne définit volontairement pas les membres de la famille. Les lignes directrices du GAFI en la matière justifient clairement cette absence de définition précise par le fait, qu'au cas par cas, la portée de cette disposition dépendra de la structure socio-économique et culturelle du pays de la personne politiquement exposée.

Il est ainsi évident que dans certains contextes sociétaux et culturels, les membres de la famille à considérer comme proches ayant une influence seront limités (parents, enfants, conjoints), que dans d'autres cultures les parents au second degré pourront être ajoutés (grands-parents, petits-enfants, frères et soeurs) et que dans certaines cultures enfin il convient de raisonner en „clan familial“ (cousins, etc.).

Le législateur européen a intégré dans la Directive une définition des „membres de la famille“ qui correspond à son analyse du contexte des entités assujetties de l'Union européenne.

Une définition commune harmonisée au sein de l'Union européenne permettra, par ailleurs, de faciliter l'approche et les diligences à retenir et à contrôler à ce sujet par les autorités compétentes au sein des groupes opérant au sein de l'Union européenne.

On imagine difficilement la mise en place de procédures au sein d'un groupe et leur contrôle coordonné au niveau européen par les autorités compétentes si les définitions divergent d'un Etat membre à l'autre.

L'OEC est, en considération des points précités, d'avis de retenir dans la législation luxembourgeoise exactement la définition donnée par la Directive européenne à transposer „des membres de la famille“ sans aucun ajout ou modification.

Une approche plus large de cette définition, si elle devait être considérée comme souhaitable, pourrait, à l'avenir, être recommandée par l'autorité de coordination nationale à nommer conformément à l'article 7 de la Directive, et ce dans des cas bien particuliers et qui auraient été spécifiquement identifiés, entre autres, dans le cadre de la réponse nationale aux risques visés au paragraphe 1<sup>er</sup> dudit article.

### 3. Article 2 point 15

L'article 2 point 15 du Projet propose l'insertion d'un nouveau point 21 à l'article 1<sup>er</sup> de la Loi LBC/FT définissant „organisme d'autorégulation“. L'OEC constate que le Projet ne reprend pas la définition des organismes d'autorégulation donnée par la Directive en son article 3 point 5. Par conséquent, il est proposé de remplacer le texte du Projet par le suivant:

*„(21) Par „organisme d'autorégulation“ au sens de la présente loi, est désigné chacun des organismes visés à l'article 2-1, paragraphes (3) à (7). Ces organismes d'autorégulation représentent les membres d'une profession et joue un rôle pour édicter des règles les concernant, assurer certaines fonctions de contrôle ou de surveillance et veiller au respect des règles les concernant.“*

#### 4. Article 4

Il est proposé d'insérer un nouvel article 2-1 à la Loi LBC/FT libellé comme suit en son point (4): „L'ordre des experts-comptables visé par le titre II, de la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable veille au respect par les personnes physiques et morales visées à l'article 2, paragraphe (1), point 9, de leurs obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme prévues par les articles 2-2 à 5 et les mesures prises pour leur exécution.“

*Conformité à la terminologie de la Directive*

Afin de respecter la terminologie de l'article 48, paragraphes (1) et (2) de la Directive, il est proposé de reformuler l'article précité comme suit:

„L'Ordre des experts-comptables visé par le titre II, de la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable assure un suivi effectif et le contrôle du veille-~~au~~ respect par ~~ses membres~~ les personnes physiques et morales visées à l'article 2, paragraphe (1), point 9, de leurs obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme prévues par les articles 2-2 à 5. ~~et les mesures prises pour leur exécution.~~“

#### 5. Article 5

Il est proposé d'insérer un nouvel article 2-2 libellé comme suit en son point 2: „Les professionnels sont tenus de documenter, tenir à jour et de mettre à la disposition des autorités de contrôle et organismes d'autorégulation les évaluations des risques visées au paragraphe (1). Les autorités de contrôle et les organismes d'autorégulation peuvent décider que des évaluations des risques individuelles et documentées ne sont pas obligatoires si les risques spécifiques inhérents au secteur sont clairement identifiés et compris.“

Selon le tableau de concordance, le texte du nouvel article 2-2 point 2 découle de l'article 8 paragraphe (2) de la Directive qui se présente comme suit: „Les évaluations des risques visées au paragraphe (1) sont documentées, tenues à jour et mises à la disposition des autorités compétentes et des organismes d'autorégulation concernés. Les autorités compétentes peuvent décider que certaines évaluations des risques documentées ne sont pas nécessaires si les risques propres au secteur sont bien précisés et compris.“

A la lecture de la Directive, par exemple en son article 13 paragraphe (4), le législateur européen fait une distinction claire entre „autorité compétente“ et „organisme d'autorégulation“. En règle général, par „autorité compétente“ est désignée une „autorité gouvernementale“ ou une autorité „relevant de l'Etat“ ce qui n'est clairement pas le cas de l'OEC ni des autres associations professionnelles mentionnées au nouvel article 2-1 paragraphes (3) à (7).

Par ailleurs, l'OEC note que les rédacteurs du Projet n'ont pas repris le texte exact de la Directive à la deuxième phrase du paragraphe (2) du nouvel article 2-2. La notion „d'évaluation des risques individuels“ ne figure pas dans la Directive. Cette dernière reprend l'expression „évaluations des risques“. Sont ici visées les évaluations globales de leurs risques identifiés par les entités soumises (Chapitre 1<sup>er</sup>, section 2 „évaluation des risques“ de la Directive) et non l'évaluation individuelle du profil de risque d'un client d'une entité soumise (Chapitre II, section 1 „dispositions générales relatives aux obligations de vigilance à l'égard de la clientèle“).

Il découle de ce qui précède une erreur de transposition puisque la Directive dispose que ce sont les „autorités compétentes“ qui „peuvent décider que certaines évaluations des risques documentées ne sont pas nécessaires si les risques propres au secteur sont bien précisés et compris“. Les organismes d'autorégulation ne disposent pas, selon les dispositions de la Directive, de cette faculté d'exempter leurs membres de cette obligation.

Compte tenu de ce qui précède, l'OEC propose de modifier le texte comme suit, afin de se conformer aux dispositions de la Directive:

„Les professionnels sont tenus de documenter, tenir à jour et de mettre à la disposition des autorités de contrôle et organismes d'autorégulation les évaluations des risques visées au paragraphe (1). Les autorités de contrôle ~~et les organismes d'autorégulation~~ peuvent décider que certains des évaluations des risques individuelles et documentées ne sont pas nécessaires obligatoires si les risques spécifiques propres inhérents au secteur sont clairement identifiés et compris.“

### 6. Article 6 point 3

Au point 3, il est proposé d'insérer un nouveau paragraphe 2bis à l'article 3 de la Loi LBC/FT libellé comme suit:

*„Les professionnels appliquent chacune des obligations de vigilance à l'égard de la clientèle figurant au paragraphe (2). Les professionnels peuvent déterminer l'étendue de ces mesures en fonction de leur appréciation des risques.<sup>1</sup>*

*Les professionnels prennent en considération, dans leur évaluation des risques de blanchiment et de financement du terrorisme, au moins les variables énoncées à l'annexe II.<sup>2</sup>*

*Les professionnels doivent être en mesure de démontrer aux autorités compétentes ou aux organismes d'autorégulation que les mesures qu'ils appliquent conformément au présent article, aux articles 3-1, 3-2 et 3-3 et aux mesures prises pour leur exécution sont appropriées au regard des risques de blanchiment et de financement du terrorisme qui ont été identifiés.<sup>3</sup>*

*Les professionnels ne s'appuient pas exclusivement sur des registres centraux tels que ceux visés à l'article 30, paragraphe (3) et à l'article 31, paragraphe (4), de la directive (UE) 2015/849 pour remplir leurs obligations de vigilance à l'égard de la clientèle conformément au présent article, aux articles 3-1, 3-2 et 3-3 et aux mesures prises pour leur exécution. Les professionnels remplissent ces obligations en appliquant une approche fondée sur les risques.<sup>4</sup>“.*

L'OEC note que l'expression „et aux mesures prises pour leur exécution“ ne figurent pas à l'article 13 paragraphes (2) à (4) et à l'article 30 paragraphe (8) de la Directive. L'OEC est d'avis que l'ajout, sous cette forme, n'est pas appropriée et que, le cas échéant, le texte devrait préciser le type de „mesures“ à savoir qu'un règlement grand-ducal ou qu'un règlement d'une autorité de contrôle, dont le contenu reste à préciser dans le Projet, serait à prendre ultérieurement.

### 7. Article 6 point 5

Il est proposé d'insérer un paragraphe 2quater libellé comme suit: *„Dans le cas de bénéficiaires de fiducies, de trusts ou de constructions juridiques similaires qui sont désignées par des caractéristiques ou une catégorie particulières, les professionnels recueillent suffisamment d'informations sur le bénéficiaire pour se donner l'assurance d'être à même de pouvoir identifier le bénéficiaire au moment du versement des prestations ou au moment où le bénéficiaire exerce ses droits acquis.“.*

Sur base de l'article 13 paragraphe (6) de la Directive, il est de la compréhension de l'OEC que le verbe „désignés“ se rapporte aux „bénéficiaires de fiducies/trusts ou de constructions juridiques similaires“.

Si cette interprétation est exacte, il y a lieu de remplacer „désignées“ par „désignés“ pour être conforme au texte de la Directive. Accessoirement, il devrait être envisagé de remplacer „de bénéficiaires de“ par „... des bénéficiaires de ...“.

### 8. Article 9 point 2

A l'article 9 point 2, il est proposé de remplacer le texte de l'article 3-3 paragraphe (4) par un nouveau texte. L'OEC attire ici l'attention des rédacteurs du Projet sur la proposition de lettre c) qui se présente comme suit: *„c) la mise en oeuvre effective des obligations visées à la lettre b) est surveillée au niveau du groupe par une autorité de contrôle, un organisme d'autorégulation ou un de leurs homologues étrangers.“.*

Cette disposition ne fait aucun sens en ce qui concerne les organismes d'autorégulation puisque ceux-ci n'ont aucune autorité sur les groupes des entités soumises. Par ailleurs, l'article 28 lettre c) de la Directive ne vise que les autorités compétentes (voir commentaires sur la définition d'autorité compétente discutés plus haut).

Compte tenu de ce qui précède et par souci de conformité avec la Directive, l'OEC propose de retirer la référence aux „organismes d'autorégulation“ de l'article 3-3 paragraphe (4) lettre c) de la Loi LBC/FT.

1 Directive, article 13 paragraphe (2)

2 Directive, article 13 paragraphe (3)

3 Directive, article 13 paragraphe (4)

4 Directive, article 30 paragraphe (8)

### 9. Article 10 point 3

L'article 10 point 3 vient insérer un paragraphe 2bis dont le libellé est comme suit: „*Les autorités de contrôle, les organismes d'autorégulation et la cellule de renseignement financier veillent à ce que les professionnels aient accès à des informations à jour sur les pratiques des criminels qui commettent les infractions de blanchiment ou de financement du terrorisme et sur les indices qui permettent d'identifier les transactions suspectes.*“.

Cette disposition s'inspire de l'article 46 paragraphe (2) de la Directive qui se présente comme suit: „*Les Etats membres veillent à ce que les entités assujetties aient accès à des informations à jour sur les pratiques des criminels qui blanchissent des capitaux et ceux qui financent le terrorisme et sur les indices qui permettent d'identifier les transactions suspectes.*“.

L'OEC remarque que la Directive:

- n'impose pas une obligation d'information sur les pratiques des criminels aux autorités de contrôle et encore moins aux organismes d'autorégulation;
- fait référence aux „*pratiques des criminels qui blanchissent des capitaux et ceux qui financent le terrorisme*“ alors que le Projet fait uniquement référence aux „*pratiques des criminels qui commettent les infractions de blanchiment ou de financement du terrorisme*“.

A nouveau, l'OEC s'interroge sur la volonté des rédacteurs du Projet de s'éloigner du texte de la Directive.

Par ailleurs, qui mieux que la Cellule de renseignement financier peut renseigner les entités assujetties (article 2 de la Loi LBC/FT) sur les pratiques des criminels qui blanchissent des capitaux et ceux qui financent le terrorisme. Cette dernière pourrait mettre à disposition des entités assujetties ces informations sur son site internet.

Au-delà de la CRF, l'article 7, paragraphe (2) de la Directive impose aux Etats membres de désigner une autorité ou de mettre en place un mécanisme pour coordonner la réponse nationale aux risques visés. Le Projet reste silencieux sur la désignation de cette autorité ou de ce mécanisme.

Compte tenu de ce qui précède, l'OEC propose de remplacer le texte par la proposition suivante:

*„L'autorité désignée pour coordonner la réponse nationale aux risques dans le cadre de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, sur base, entre autres des informations mises à disposition par la Cellule de renseignement financier, veille à ce que les personnes morales ou physiques visées à l'article 2 de la présente loi aient accès à des informations à jour sur les pratiques des criminels qui blanchissent des capitaux et ceux qui financent le terrorisme et sur les indices qui permettent d'identifier les transactions suspectes.“*

### 10. Article 11

L'article 11 propose l'insertion d'un nouvel article 4-1 dont le paragraphe (4) se présente comme suit: „*(4) Si le droit d'un pays tiers ne permet pas de mettre en oeuvre les politiques et procédures requises en application du paragraphe (1), les professionnels veillent à ce que leurs succursales et leurs filiales détenues majoritairement dans ce pays tiers appliquent des mesures supplémentaires pour traiter efficacement le risque de blanchiment et de financement du terrorisme, et en informent les autorités de contrôle et organismes d'autorégulation. Si ces mesures supplémentaires sont insuffisantes, les autorités de contrôle et organismes d'autorégulation mettent en oeuvre des mesures de surveillance supplémentaires, notamment en exigeant que le groupe n'établisse pas de relations d'affaires ou qu'il y mette fin et qu'il n'effectue pas de transactions et, si nécessaire, en lui demandant de cesser ses activités dans le pays tiers concerné.*“.

D'une part, cette disposition ne fait aucun sens en ce qui concerne les organismes d'autorégulation puisque ceux-ci n'ont aucune autorité sur les groupes des entités soumises. D'autre part, le texte proposé n'est pas conforme à l'article 45 paragraphe (5) de la Directive qui ne vise que les „*autorités compétentes*“ (voir commentaires sur la définition d'autorité compétente discutés plus haut).

Compte tenu de ce qui précède et par souci de conformité avec la Directive, l'OEC propose de retirer la référence aux „*organismes d'autorégulation*“ du nouvel article 4-1 paragraphe (4) de la Loi LBC/FT.

### 11. Article 13

#### Article 8-1 paragraphe (2)

L'article 13 du Projet propose l'insertion d'un chapitre 3-1 qui introduit par le biais de l'article 8-1 paragraphe (2) le texte suivant: „[...] *Les autorités de contrôle et organismes d'autorégulation coo-*

*pèrent avec leur homologue respectif de l'Etat membre dans lequel se trouve le siège social du professionnel afin d'assurer une surveillance efficace du respect des exigences de la présente loi, des mesures prises pour son exécution et de la directive (UE) 2015/849.*

Sur base du tableau de concordance, cette proposition transpose l'article 48 paragraphe (5) de la Directive qui se présente comme suit: „*Les Etats membres veillent à ce que les autorités compétentes de l'Etat membre dans lequel l'entité assujettie exploite des établissements coopèrent avec les autorités compétentes de l'Etat membre dans lequel se trouve le siège social de l'entité assujettie, afin d'assurer une surveillance efficace du respect des exigences de la présente directive.*“

L'OEC renvoie à son commentaire portant sur l'article 5 du Projet (point 5 supra) concernant la définition „d'autorités compétentes“.

De plus, l'OEC s'interroge sur la volonté des rédacteurs du Projet d'imposer aux autorités compétentes d'un Etat membre une surveillance efficace „des exigences d'une loi luxembourgeoise“. L'OEC est d'avis qu'une référence à la Directive est plus appropriée.

Par ailleurs, puisque tout règlement grand-ducal ou règlement est pris en exécution d'une loi, il n'est pas nécessaire de préciser „des mesures prises pour son exécution“.

Compte tenu de ce qui précède et par souci de conformité avec la Directive, l'OEC propose de modifier le texte comme suit:

*„[...] Les autorités de contrôle **et organismes d'autorégulation** coopèrent avec leur homologue respectif de l'Etat membre dans lequel se trouve le siège social ou les établissements du professionnel afin d'assurer une surveillance efficace du respect des exigences de la **présente loi, des mesures prises pour son exécution** et directive (UE) 2015/849.*“

#### *Article 8-1 paragraphes (4), (5) et (6)*

Les paragraphes (4) et (5) découlent de l'article 48 paragraphes (6) et (7) de la Directive. L'OEC renvoie à son commentaire portant sur l'article 5 du Projet (point 5 supra) concernant la définition „d'autorités compétentes“.

Conformément aux dispositions de l'article 48, paragraphe (9) de la Directive, les organismes d'autorégulation exerçant les fonctions visées au paragraphe (1) dudit article sont uniquement tenus de se conformer aux dispositions du paragraphe (2) dudit article. Les dispositions des paragraphes (3) à (8) dudit article ne sont pas applicables aux organismes d'autorégulation.

Compte tenu de ce qui précède et par souci de conformité avec la Directive, l'OEC propose de retirer la référence aux:

- „**organismes d'autorégulation**“ des paragraphes (4) et (6) du nouvel article 8-1;
- „**autorités compétentes et aux organismes d'autorégulation**“ du paragraphe (5) du nouvel article 8-1 puisqu'une telle référence n'existe pas à l'article 48 paragraphe (7) de la Directive.

#### *Article 8-2*

La proposition de texte ne reflète pas le texte de l'article 48 paragraphe (2) de la Directive. Sur base du principe „la directive mais que la directive“, l'OEC propose que le texte soit revu pour se conformer au texte de la Directive.

#### *12. Article 13 (nouvel article 8-4 de la Loi LBC/FT)*

L'OEC constate que le Projet, ainsi que la Directive, apportent des amendements significatifs concernant le régime de sanctions en matière de LBC/FT. L'OEC regrette que les autorités n'aient pas jugé opportun de moderniser le système de sanctions disciplinaires relatif à la profession d'expert-comptable afin de renforcer la crédibilité de l'OEC dans l'exercice de ses attributions et de contribuer à la bonne réputation de la place.

#### *13. Article 15*

L'article 15 propose de modifier le texte de l'article 9-1 de la Loi LBC/FT pour se conformer au texte de l'article 49 de la Directive. L'OEC remarque une différence entre:

- Le texte de l'article 49 de la Directive qui prévoit une coopération entre „*les instances responsables, les CRF, les autorités de surveillance et les autorités compétentes ...*“, et

- Celui proposé à l'article 9-1 de la Loi LBC/FT qui prévoit une coopération entre „*Les autorités de contrôle et la cellule de renseignement financier*“.

Par ailleurs, l'OEC ne retrouve pas dans le Projet la désignation des „*instances responsables*“ ni des „*instances normatives compétentes en matière de prévention du blanchiment de capitaux et de lutte contre le financement du terrorisme*“ telle que mentionnée dans certaines dispositions de la Directive. Si ces „instances“ sont implicitement comprises comme étant la CRF et/ou les autorités de contrôle, l'OEC est d'avis que le Projet devrait le mentionner clairement.

Finalement, l'OEC regrette que le Projet ne prévoit pas un mécanisme de coordination national où l'ensemble des acteurs, incluant les organismes d'autorégulation, pourraient échanger sur les meilleures pratiques en matière de contrôle, les questions d'interprétations de la législation LBC/FT, etc.

#### 14. Autre point

##### *Article 7 paragraphe (2) de la Directive*

L'OEC remarque que l'article 7 paragraphe (2) de la Directive ne semble pas avoir été transposé en droit luxembourgeois. Il se présente comme suit: „*Chaque Etat membre désigne une autorité ou met en place un mécanisme pour coordonner la réponse nationale aux risques visés au paragraphe (1). L'identité de cette autorité ou la description du mécanisme est notifiée à la Commission, aux AES et aux autres Etats membres.*“. Si cela est induit dans le Projet, il y aurait éventuellement lieu de le formaliser en désignant spécifiquement cette autorité visée par l'article 7 paragraphe (2) de la Directive au Projet.